

LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

ORGANE MENSUEL DU BUREAU INTERNATIONAL

DE L'UNION POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Avec un Supplément: LES MARQUES INTERNATIONALES

RECUEIL DES MARQUES DE FABRIQUE ENREGISTRÉES EN VERTU DE L'ARRANGEMENT DU 14 AVRIL 1891

ABONNEMENTS:	Suisse	Union postale
LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE avec son supplément .	fr. 5. —	fr. 5. 60
LES MARQUES INTERNATIONALES, un an	» 3. —	» 3. 60
UN NUMÉRO ISOLÉ		» 0. 50

On s'abonne à l'Imprimerie coopérative, à Berne, et dans tous les bureaux de poste

DIRECTION:
Bureau International de la Propriété industrielle, 14, Kanonenweg, à BERNE (Adresse télégraphique: PROTECTUNIONS)
ANNONCES:
OFFICE POLYTECHNIQUE D'ÉDITION ET DE PUBLICITÉ, A BERNE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Législation intérieure: ALLEMAGNE. Avis du 19 septembre 1903 concernant les délais accordés dans la procédure en délivrance de brevets d'invention, p. 189. — AUTRICHE. Ordonnance du 29 octobre 1902 créant deux nouvelles sections des demandes au Bureau des brevets, p. 189. — Ordonnance du 19 août 1903 pour la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne concernant le renouvellement et le transfert des marques étrangères, p. 190. — Ordonnance-circulaire du 19 août 1903 aux chambres de commerce et d'industrie touchant diverses questions relatives aux marques, p. 191.

Conventions particulières: FRANCE—ITALIE. Entente pour la protection réciproque des marques en Chine, p. 194. — PAYS-BAS—ITALIE. Arrangement pour la protection des marques en Chine, p. 195.

PARTIE NON OFFICIELLE

Jurisprudence: ESPAGNE. Jurisprudence administrative; marque de fabrique; titre de journal; marque admissible, p. 195.

FRANCE. Brevet; Convention d'Union; demande en nullité; absence de divulgation et d'antériorités; rejet, p. 195. — Nom commercial; apposition illicite; loi du 24 juillet 1824; Convention d'Union du 20 mars 1883, art. 8; loi du 25 janvier 1884; application entre nationaux; marque de fabrique; substitution de produit; désignation générique, p. 195. — URUGUAY. Marque étrangère; enregistrement au profit d'une personne qui n'en est pas le propriétaire; nullité, p. 198.

Nouvelles diverses: FRANCE. Congrès de l'Association pour la protection de la propriété industrielle, p. 198. — PAYS-BAS. Bureau de la propriété industrielle, fête décennale, p. 198.

Avis et renseignements: 94. Brevet provisoire suisse et spécification provisoire anglaise; le délai de priorité établi par la Convention d'Union leur est-il applicable? p. 198. — 95. Formalités pour le dépôt des demandes de brevet au Japon, p. 199.

Bibliographie: Publications périodiques, p. 199.

Statistique: ALLEMAGNE. Statistique de la propriété industrielle pour les années 1900 et 1901, p. 200.

PARTIE OFFICIELLE

Législation intérieure

ALLEMAGNE

AVIS concernant

LES DÉLAIS ACCORDÉS DANS LA PROCÉDURE
EN DÉLIVRANCE DE BREVETS D'INVENTION

(Du 19 septembre 1903.)

Le Bureau des brevets procédera dans la règle d'après les principes suivants en ce qui concerne les délais accordés au déposant pour se conformer à la première décision, rendue au cours de l'examen préa-

lable, par laquelle une objection matérielle est formulée contre une demande de brevet :

Quand le déposant est domicilié	La durée du délai est	
	généralement de	dans des cas difficiles, particulièrement quand l'objection est basée sur des brevets étrangers, de
En Allemagne ou dans les autres pays européens.	2 mois	3 mois
Aux États-Unis d'Amérique	3 mois	4 mois
Dans d'autres pays étrangers	4 à 5 mois	5 à 7 mois

Berlin, le 19 septembre 1903.

*Le Président du Bureau impérial
des brevets :*

HAUSS.

AUTRICHE

ORDONNANCE

DU MINISTÈRE DU COMMERCE CRÉANT DEUX NOUVELLES SECTIONS DES DEMANDES (VII ET VIII) AU BUREAU DES BREVETS
(Bull. des Lois N° 205, du 29 octobre 1902.)

En vertu des §§ 34 et 124 de la loi du 11 janvier 1897, Bull. des lois N° 30 concernant la protection des inventions (loi sur les brevets), il est ordonné ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il est créé au Bureau des brevets deux nouvelles sections des demandes.

Sont abrogés, en conséquence, les §§ 2, 4, 5 et 7 de l'ordonnance ministérielle du 15 septembre 1898, Bull. des Lois N° 157, concernant l'organisation du Bureau des brevets, dans la forme qui leur a été

donnée par l'ordonnance ministérielle du 2 novembre 1899, Bull. des lois N° 210, créant une VI^e section des demandes au Bureau des brevets; sont modifiées en même temps les annexes I et II de l'ordonnance ministérielle du 17 décembre 1900, Bull. des lois N° 217, modifiant la classification des brevets; les textes dont il s'agit auront désormais la teneur suivante:

(Les §§ 2, 4, 5 et 7 sont la reproduction littérale des mêmes dispositions de l'ordonnance ministérielle du 2 novembre 1899 (*Prop. ind.*, 1900, p. 2), sauf les modifications indiquées ci-après:

Aux premiers alinéas des §§ 2 et 4, les numéros des sections des demandes sont indiqués comme allant de I à VIII.

Au § 5, 3^e alinéa, et au § 7, 4^e et 5^e alinéas, il faut remplacer l'indication des sections des demandes I, II et VI par celle des sections I, II, VI et VIII, et l'indication des sections III, IV et V par celle des sections III, IV, V et VII.)

ART. II.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1903.

CALL m. p.

ANNEXES

La première annexe, contenant la classification des brevets, reproduit, sans aucune modification digne d'être notée, la classification annexée à l'ordonnance du 17 décembre 1900.

La seconde, qui indique la répartition, entre les diverses sections, des classes et sous-classes d'industrie, a forcément dû être modifiée, puisqu'il s'agissait de distribuer la même matière entre un plus grand nombre de sections. Mais comme il s'agit d'une mesure d'ordre intérieur n'ayant pas grand intérêt pour le public, nous nous abstenons de reproduire cette annexe, renvoyant les personnes que cela intéresserait à l'*Oesterreichisches Patentblatt* de 1902, page 885, où l'ordonnance et ses annexes sont reproduites *in extenso*.

AUTRICHE

ORDONNANCE

DU MINISTÈRE I. R. DU COMMERCE POUR LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VIENNE CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT ET LE TRANSFERT DES MARQUES ÉTRANGÈRES

(Du 19 août 1903.)

Après entente avec le Ministère royal hongrois du commerce, il est communiqué à votre Chambre ce qui suit en ce qui concerne, d'une part, la procédure à suivre

lors du renouvellement de l'enregistrement des marques, appartenant à des entreprises étrangères, dont le terme de protection de dix ans est près d'être écoulé et qui, aux termes des traités en vigueur, doivent être enregistrées tant à la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne qu'à celle de Budapest; et, d'autre part, l'établissement d'une procédure uniforme pour d'autres inscriptions à opérer dans le registre des marques, pendant la durée du terme de protection, relativement à de telles marques étrangères:

Aux termes de l'article VI, alinéa 6, titre I^{er}, chapitre I^{er}, de l'ordonnance royale du 21 septembre 1899 (*Bull. d. lois*, N° 176) (1), le terme de protection de dix ans, et partant le délai dans lequel l'enregistrement doit être renouvelé d'après les prescriptions du § 16 de la loi sur les marques du 6 janvier 1890 (*Bull. d. lois*, N° 19), doit être calculé, pour les marques d'entreprises étrangères, à partir de la date de l'enregistrement, effectué dans l'une des parties de la Monarchie, qui suit l'enregistrement fait en premier lieu dans l'autre partie de la Monarchie.

Cette prescription est applicable à toutes les marques étrangères déjà enregistrées, sans égard à la date où elles ont été déposées à l'enregistrement.

La Chambre de commerce et d'industrie de Vienne ne devra donc pas radier pour défaut de renouvellement, dès l'expiration du terme de 10 ans compté à partir du premier dépôt effectué auprès de la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne, les marques étrangères qui ont été déposées à l'enregistrement à Vienne avant de l'avoir été à Budapest; elle devra, au contraire, considérer une demande de renouvellement comme ayant encore été effectuée en temps utile, bien que déposée plus de 10 ans après le dépôt primitif de la marque à Vienne, s'il ne s'est pas écoulé 10 ans depuis le dépôt primitif effectué à Budapest.

Il conviendra cependant de faire connaître à la personne qui demande le renouvellement, si elle n'a pas déjà, lors du dépôt de sa demande, justifié du renouvellement effectué auprès de la Chambre de Budapest, qu'elle doit également remplir auprès de cette dernière les formalités nécessaires en vue du renouvellement de l'enregistrement de la marque, et cela avant qu'il se soit écoulé 10 ans depuis la date du dépôt primitif de la marque à la Chambre de Budapest. Il lui sera accordé un délai de trois mois pour justifier qu'elle a obtenu en temps utile le renouvellement de sa marque à la Chambre de commerce

et d'industrie de Budapest; si cette justification n'est pas fournie dans le délai fixé, et si la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne n'apprend pas non plus, par les listes mensuelles de la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest, dont l'échange sera réglé plus loin, que le renouvellement de la marque a été demandé en temps utile à la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest, il conviendra d'en informer le Ministère du Commerce, qui disposera le nécessaire en vue de la radiation de la marque dont le renouvellement n'a eu lieu que dans une des parties de la Monarchie.

En ce qui concerne celle des marques étrangères dont l'enregistrement primitif a été effectué à Budapest avant de l'être à Vienne, il faudra procéder comme suit:

Si le renouvellement d'une telle marque est demandé à la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne avant qu'il se soit écoulé 10 ans depuis le dépôt primitif à Vienne, c'est-à-dire depuis le second des deux dépôts, la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne n'inscrira immédiatement le renouvellement dans le registre, que si on lui présente en même temps la preuve que la marque dont il s'agit a déjà été renouvelée à la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest.

Une demande de renouvellement présentée sans cette preuve devra cependant être reçue; mais son acceptation et l'inscription du renouvellement dans le registre seront subordonnés à la présentation d'une preuve constatant le renouvellement de la marque à Budapest, preuve pour l'administration de laquelle on accordera un délai convenable. Si ce délai s'écoule sans avoir été utilisé, la demande de renouvellement sera rejetée, à moins qu'il ne résulte des listes reçues mensuellement de la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest que, malgré l'absence de la preuve susmentionnée, le renouvellement a réellement été effectué auprès de cette Chambre.

Si la personne qui dépose une demande de renouvellement auprès de l'une des deux chambres de commerce et d'industrie, — il importe peu que ce soit celle où a eu lieu le premier enregistrement primitif ou l'autre, — fait les démarches y relatives à une date si rapprochée de l'expiration du délai de 10 ans déterminé par la date du dernier enregistrement, qu'il ne reste plus le temps nécessaire pour procéder à temps aux formalités nécessaires auprès de l'autre chambre en suivant la voie normale, l'accomplissement de ces formalités pourra avoir lieu par le télégraphe, de même que le paiement de la taxe; en pareil cas, on accordera à ladite personne

(1) Voir *Prop. ind.*, 1899, p. 201.

un court délai pour le dépôt des exemplaires de la marque, des échantillons et du cliché ainsi que des annexes qui pourraient être nécessaires, et si ces objets sont déposés dans le délai fixé, la demande de renouvellement sera traitée comme ayant été déposée en temps utile.

Les mêmes principes seront applicables par analogie lors du second renouvellement de la marque et des renouvellements suivants, après l'expiration d'un nouveau terme de dix ans; c'est-à-dire que la compétence basée sur la première demande d'enregistrement primitive demeure intacte au profit de la chambre où cette demande a été déposée, et que la durée du droit à la marque doit être calculée, de dix en dix ans, d'après la date du dépôt effectué auprès de celle des deux chambres de commerce et d'industrie où la marque a été déposée en dernier lieu.

Afin de fixer d'une manière certaine, pour celles des marques étrangères pour lesquelles cela n'aurait pas encore été fait, la date de l'enregistrement effectué par l'autre chambre de commerce et d'industrie, et de pouvoir, d'une part, éviter qu'une marque ne soit radiée par l'une des deux chambres avant l'expiration de sa durée calculée d'après la date de la demande d'enregistrement déposée auprès de l'autre chambre, et, d'autre part, assurer à chacune des deux chambres une connaissance rapide et sûre des renouvellements d'enregistrements demandés à l'autre chambre ou effectués par elle, les Chambres de commerce et d'industrie de Vienne et de Budapest devront s'adresser réciproquement une communication de la nature suivante: Chacune des deux chambres enverra chaque mois à l'autre une liste de celles des marques étrangères pour lesquelles le délai de 10 ans, compté depuis l'enregistrement effectué par elle, sera expiré pendant le mois dont il s'agit; cette liste sera établie dans l'ordre chronologique, d'après les jours du mois.

Si l'on connaît la date à laquelle une marque a été primitivement enregistrée par l'autre chambre, cette date devra déjà être portée, lors de l'établissement de la liste, dans la rubrique à ce destinée; en cas contraire, la date dont il s'agit, de même que celle du renouvellement effectué auprès de l'autre chambre, seront indiquées par cette dernière, à laquelle la liste devra être transmise.

La chambre qui établit une de ces listes devra y indiquer, en outre, la date des renouvellements déjà effectués par elle (en ce qui concerne les marques pour lesquelles la chambre ayant à établir la liste est compétente par le fait que l'enregist-

rement primitif a été demandé en premier lieu à cette même chambre), ou la date des renouvellements demandés chez elle et maintenus en suspens jusqu'à ce qu'on lui ait fourni la preuve du renouvellement effectué par l'autre chambre (en ce qui concerne les marques pour lesquelles l'autre chambre est compétente par le fait que l'enregistrement primitif y a été demandé en premier lieu).

Comme on ne dispose pas, pour l'établissement de ces listes, d'exemplaires originaux ou d'empreintes des marques dont il s'agit, on devra indiquer, dans une rubrique spéciale de la liste, l'endroit où cette marque est reproduite dans la publication du registre central des marques, afin que, dans l'autre chambre, on puisse établir sûrement l'identité de la marque figurant dans la liste, en cas d'erreur dans l'indication du numéro.

Les susdites listes devront déjà être commencées pendant le cours de chaque mois; elles seront closes le dernier jour du mois, et seront envoyées à la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest d'assez bonne heure pour y arriver déjà le troisième jour du mois suivant.

La Chambre de commerce et d'industrie de Budapest, qui reçoit en même temps des instructions analogues de la part du Ministère royal hongrois du Commerce, comparera ces listes avec le contenu du registre des marques tenu par elle, les complètera en y inscrivant les dates manquantes, et les renverra à la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne, au plus tard avec la liste du mois suivant.

Il faudra procéder de la même manière à Vienne à l'égard de la liste de la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest, qui arrivera le troisième jour de chaque mois.

En cas de transfert d'une marque étrangère pour cause de changement dans la personne du propriétaire de l'entreprise, comme pour toutes autres dispositions et décisions pouvant se produire pendant l'existence du droit à la marque, la compétence en première instance appartient exclusivement, aux termes du 5^e alinéa de l'article VI, titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, de l'ordonnance du 21 septembre 1899 (*Bull. d. lois*, N° 176), à celle des deux chambres de commerce et d'industrie auprès de laquelle l'enregistrement primitif de la marque a été demandé en premier lieu.

Il en résulte que la demande de transfert d'une marque étrangère, de même que les avis relatifs à un changement dans la personne du mandataire devant être constitué dans le pays aux termes du § 5 de

la loi modificative sur les marques du 30 juillet 1895 (*Bull. d. lois*, N° 108); à un changement dans l'adresse du titulaire de la marque, ou à un changement dans sa raison commerciale en dehors de toute mutation, doivent être transmis uniquement à la chambre compétente; celle-ci prendra les dispositions et procédera aux inscriptions nécessaires, et les notifiera au Ministère du Commerce de son pays en même temps qu'elle lui remettra ses états mensuels; et ce Ministère en donnera avis au Ministère du Commerce de l'autre partie de la Monarchie, pour qu'il en soit pris note dans les registres de l'autre pays.

Les transferts et autres dispositions ou inscriptions effectués à la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest, qui auront ainsi été communiqués par le Ministère royal hongrois du Commerce au Ministère I. R. du Commerce seront notés dans le registre central des marques, et communiqués ensuite à la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne, pour qu'il en soit pris note dans le registre des marques tenu par elle. S'il est présenté à la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne une demande tendant au transfert d'une marque ou à l'enregistrement d'autres modifications dans le contenu du registre des marques, et que les opérations dont il s'agit appartiennent, d'après ce qui précède, à la compétence de la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest, la Chambre viennoise transmettra immédiatement ladite demande à celle de Budapest, pour qu'elle fasse le nécessaire, en informant l'intéressé. La Chambre de commerce et d'industrie de Budapest, qui reçoit en même temps des instructions analogues du Ministère royal hongrois du Commerce aussi sur ce point, procédera de la même manière. La date légale du dépôt de telles demandes, rentrant dans la compétence de la Chambre de commerce et d'industrie de Vienne, mais transmises par erreur à la Chambre de commerce et d'industrie de Budapest et renvoyées par celle-ci à la Chambre de Vienne pour qu'elle fasse le nécessaire, sera celle de la demande déposée auprès de la Chambre de Budapest.

Les présentes dispositions entreront en vigueur dès le premier jour du mois prochain.

Le Ministre I. R. du Commerce,
CALL m. p.

ORDONNANCE-CIRCULAIRE
DU MINISTÈRE I. R. DU COMMERCE A TOUTES
LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

TOUCHANT DIVERSES QUESTIONS RELATIVES
AUX MARQUES

(N° 25,682, du 19 août 1903.)

Dans l'application de la loi sur les marques, de nombreuses divergences d'opinion et incertitudes se sont fait jour, chez certaines chambres d'industrie et de commerce, en ce qui concerne la portée de diverses dispositions de cette loi. Pour mettre fin à ces divergences, et pour arriver à une pratique administrative uniforme, le Ministère I. R. du Commerce s'est mis d'accord avec le Ministère royal hongrois du Commerce, et il adresse aux chambres, pour leur gouverne, les communications suivantes, qui sont basées sur l'entente intervenue :

1° Aux termes du § 16 de la loi sur les marques, l'enregistrement des marques doit être renouvelé de dix en dix ans à partir de la date de l'enregistrement.

Cette disposition est souvent appliquée dans ce sens que, lors du renouvellement de la marque pour la seconde dizaine d'années, on calcule la durée de la seconde décade d'après la date de la demande de renouvellement, et non d'après celle où le premier terme de dix ans était expiré, en sorte que la marque est déjà radiée pour défaut de renouvellement à l'expiration de dix ans comptés de la date à laquelle le renouvellement a été demandé; le § 16 de la loi sur les marques prescrit, en effet, expressément que l'enregistrement doit être renouvelé de dix en dix ans à partir de la date de l'enregistrement; mais la loi ne contient nulle part une disposition de laquelle on pourrait déduire que le fait d'avoir déposé une demande de renouvellement avant l'expiration des premiers dix ans comprend une renonciation au temps non encore écoulé de la protection résultant du dépôt primitif, de telle sorte que la nouvelle décade de la protection obtenue par le renouvellement doive être calculée d'après la date de la demande de renouvellement, et sans qu'il y ait lieu de tenir compte du temps non encore écoulé de la décade précédente. Vu l'absence d'une disposition conçue dans ce sens, votre chambre de commerce et d'industrie devra donc toujours calculer la durée du terme de protection de la marque d'après la date de la demande d'enregistrement primitive.

Une marque enregistrée le 10 janvier 1901, qui cessera d'être protégée faute de renouvellement, ne pourra donc tomber en déchéance que le 10 janvier 1911, 1921, etc.

Pour les marques étraugères, dont la durée doit être calculée d'après l'enregistrement effectué auprès de celle des deux

Vienne et de Budapest où la marque a été à l'origine déposée en dernier lieu, la durée du terme de protection de dix ans doit également être calculée d'après la date du dépôt, auprès de l'une des deux chambres, qui suit le premier dépôt effectué auprès de l'autre chambre.

2° Quand le dernier jour du terme de protection de dix ans tombera sur un dimanche ou sur un jour déclaré férié au siège d'une chambre de commerce et d'industrie, on considérera comme ayant été effectuée en temps utile une demande de renouvellement déposée dans le cours du jour ouvrable suivant.

3° Il est souvent arrivé que des propriétaires de marques ont demandé après coup que l'on ajoute à l'inscription de leurs marques dans le registre une mention portant qu'ils ont l'intention d'employer ces marques encore pour d'autres produits que ceux indiqués, conformément aux prescriptions du 4^e alinéa du § 13, lors de la demande d'enregistrement; dans des cas où les catégories de produits nouvellement indiqués étaient de la même espèce que celles originairement inscrites dans le registre, certaines chambres de commerce et d'industrie ont cru pouvoir donner suite à de telles demandes, en raison de la disposition du § 7 de la loi sur les marques d'après laquelle la protection accordée à une marque enregistrée pour des catégories de produits déterminées s'étend encore à d'autres catégories de produits similaires.

Cette manière de voir n'est pas fondée sur la loi. La loi sur les marques dispose avant tout, dans son § 2, que le droit à la marque ne peut être acquis que par l'enregistrement; une acquisition de droits en matière de marques, — c'est bien cela qui est visé par l'extension d'une marque à des catégories de marchandises non indiquées dans la demande d'enregistrement, — basée sur une déclaration faite après coup sous une forme autre que celle de l'enregistrement, est absolument étrangère à la loi. La protection acquise par l'enregistrement d'une marque s'étend, il est vrai, aux catégories de produits similaires à celles pour lesquelles l'enregistrement a été effectué (§ 7 de la loi); mais ce sont précisément les catégories de produits qui ont été indiquées lors de la demande d'enregistrement, conformément aux dispositions du § 13, alinéa 4, de la loi, et qui ont été inscrites dans le registre, qui doivent former la base d'après laquelle on doit déterminer si les autres catégories de marchandises sont similaires aux premières; or, cette base serait déplacée s'il était permis d'ajouter après coup, aux catégories de produits indiqués à l'origine, des caté-

gories de produits nouvelles, bien que similaires à celles déjà enregistrées.

Une telle extension donnée aux catégories de produits couvertes par une marque augmenterait l'étendue du droit privatif de son propriétaire, sans que l'existence de ce droit, dans le domaine sur lequel porte l'extension, repose sur les conditions prévues par la loi, c'est-à-dire sur un enregistrement régulier; de cette manière on pourrait, au moyen d'extensions successives, donner au domaine légal de la marque une étendue qui ne serait nullement justifiée par l'enregistrement primitif, et une telle manière de procéder entraînerait nécessairement des collisions avec les droits acquis par des tiers qui, dans l'entre-temps, auraient employé ou même fait enregistrer une marque identique ou analogue pour d'autres catégories de produits, comme cela est expressément permis par le § 7 de la loi.

En conséquence, votre chambre devra à l'avenir traiter sans exception aucune comme inadmissibles les demandes tendant à étendre, au moyen d'une annotation faite après coup dans le registre, une marque enregistrée à d'autres catégories de produits que celles indiquées lors de la demande d'enregistrement, et elle devra faire savoir aux intéressés que le droit à la protection légale de la marque, en ce qui concerne les catégories de produits ajoutées aux précédentes, ne peut être acquise qu'au moyen d'un nouvel enregistrement de la marque pour les produits dont il s'agit.

4° Il arrive fréquemment que des fabricants emploient leurs marques imprimées sur des fonds de couleurs différentes; la marque reste alors la même quant à son dessin et à sa forme, mais, pour distinguer des qualités différentes, ou pour d'autres raisons encore, elle est imprimée une fois sur papier jaune, d'autres fois sur papier bleu ou rouge, etc.; en pareils cas, les intéressés déposent habituellement leur marque imprimée sur l'un des fonds en couleur, par exemple sur papier jaune, et demandent en même temps qu'il soit inséré dans le registre une mention portant que la marque est également employée sur papier bleu ou sur papier rouge. L'insertion de telles mentions dans le registre n'est conforme ni à la loi, — elle ne contient aucune disposition sur laquelle on puisse baser l'admissibilité de telles mentions dans le registre ou leur efficacité légale, — ni, surtout, aux intérêts des déposants; il a été, en effet, établi par plusieurs décisions judiciaires que la couleur du fond sur lequel les marques sont imprimées n'est pas prise en considération quand il s'agit d'apprécier la ressemblance qui peut exister entre diverses marques; il faut encore con-

sidérer que la loi sur les marques protège aussi bien la marque apposée sur le produit lui-même que celle apposée sur son emballage (§ 14), mais que ni le produit lui-même, ni son emballage, — et partant pas non plus leur couleur, — ne deviennent par là l'objet du droit privatif garanti par l'enregistrement. Quand la marque est apposée sur le produit lui-même ou sur son emballage, elle se présente également au spectateur, selon la couleur du produit ou de son emballage, comme ayant été apposée sur des fonds de couleur différente. Il s'ensuit qu'une mention insérée dans le registre et portant, par exemple, que la marque est employée non seulement sur le fond jaune qui a été déposé, mais encore sur un fond bleu ou rouge, est, d'une part, sans valeur et superflue, parce qu'elle se rapporte à un objet qui ne rentre pas dans le droit privatif du déposant, et, d'autre part, de nature à produire dans certaines circonstances l'apparence, défavorable au déposant, que ce dernier a lui-même posé des limites à son droit, et à faire naître l'idée erronée que la marque n'est protégée qu'autant qu'elle est employée sur un fond de la couleur expressément indiquée dans la demande d'enregistrement.

Il en est tout à fait de même pour ce qui concerne le papier d'emballage sur lequel une étiquette est collée dans l'usage pratique; souvent, les personnes qui demandent la protection déposent leur étiquette collée sur un papier d'emballage en demandant qu'il soit inséré dans le registre une mention portant que la marque peut aussi être employée sur papier d'emballage de couleur différente. Il faut, aussi à ce propos, relever le fait que la loi protège la marque aussi bien quand elle est apposée sur le produit lui-même que quand elle est fixée sur l'emballage ou l'enveloppe qui le recouvre; mais qu'en revanche, l'enveloppe, c'est-à-dire le papier d'emballage dont le paquet est recouvert, ne peut faire l'objet d'un droit privatif, à moins que cette enveloppe ne porte, en sus de l'étiquette, des signes qui lui donnent un cachet particulier, tels qu'un dessin caractéristique ou une disposition polychrome, comme les lignes ou carreaux de diverses couleurs dont l'emploi est fréquent. Le dépôt, par exemple, d'une étiquette collée sur papier d'emballage bleu ne peut empêcher personne d'employer le même papier pour y emballer ses propres produits; mais ici encore on peut, en déposant le papier d'emballage avec la marque, ou en mentionnant que celle-ci peut aussi être collée sur du papier jaune ou rouge, faire naître l'idée erronée, et pouvant avoir des

conséquences fâcheuses, que la marque n'est protégée qu'autant qu'elle est apposée sur le papier d'emballage déposé avec elle ou spécialement désigné lors de la demande d'enregistrement, et qu'il est, au contraire, permis de la contrefaire en l'apposant sur un papier d'emballage de couleur différente.

Votre chambre est donc invitée à refuser à l'avenir sans exception aucune l'insertion, dans le registre des marques, de mentions portant qu'une marque enregistrée sera imprimée sur un fond d'une autre couleur que celui déposé lors de la demande d'enregistrement; elle devra, de même, se refuser à accepter le dépôt de papier d'emballage sur lequel doit être collée une étiquette déposée à l'enregistrement, à moins que ce papier ne porte lui-même des éléments caractéristiques en dehors de l'étiquette: en pareil cas, elle se bornera à indiquer, dans la rubrique « Observations » du registre, le mode d'emploi de la marque par une mention conçue en termes généraux, telle que: « marque imprimée sur l'emballage », ou « marque collée sur l'emballage ». Une telle mention tient compte des intérêts des déposants d'une manière à la fois inattaquable au point de vue légal et tout à fait suffisante, sans l'apparence, parfois désavantageuse pour le déposant, d'une restriction non intentionnelle apportée par lui au droit devant résulter du fait de l'enregistrement; et cela d'autant plus qu'en cas de contrefaçon d'une marque, le fait que le contrefacteur ne s'est pas borné à contrefaire la marque elle-même, mais qu'il l'a encore imprimée ou collée sur un fond ou un papier d'emballage identique à celui dont se sert l'ayant droit, constituera toujours, aux yeux des autorités compétentes, un élément de détermination important en faveur de l'existence d'une ressemblance susceptible d'induire en erreur.

L'application des principes exposés plus haut fera peut-être tomber peu à peu en désuétude la pratique fréquente, et inutilement onéreuse pour les industriels, d'après laquelle une seule et même marque est déposée à l'enregistrement en plusieurs exemplaires, dont chacun est imprimé sur un autre papier de fond différent ou collé sur du papier d'emballage différent, et donne lieu parfois au paiement d'un grand nombre de taxes.

En ce qui concerne le renouvellement des marques qui, contrairement aux principes exposés plus haut, ont été précédemment enregistrés avec une mention réservant leur usage sur un fond de couleur différente, ou déposées conjointement avec un papier d'emballage déterminé, on devra tenir compte des difficultés qui s'opposent

à la suppression de cette pratique tolérée en bien des lieux bien qu'erronée, et ne pas en refuser le renouvellement tel quel, si celui qui le demande insiste, malgré les éclaircissements reçus, sur le maintien de la mention ou du papier d'emballage.

5° Il n'est pas rare que l'on dépose, pour le renouvellement d'une marque, une représentation et un cliché de cette dernière ne concordant pas avec la marque sujette au renouvellement, au point de vue de l'aspect et du mode d'exécution sous lesquels cette marque a été originairement enregistrée.

A ce propos, il convient de faire observer que l'obligation du renouvellement a pour seul but d'établir si, après l'expiration du terme de dix ans, il existe encore un intérêt au maintien de la marque, et cela afin d'alléger le registre de celles des marques pour lesquelles un tel intérêt n'existe plus, et qui, par conséquent, ne sont plus renouvelées.

Mais le renouvellement ne doit pas servir à apporter des modifications à la marque enregistrée; déjà le mot « renouveler », employé par la loi (§ 16), montre bien que le renouvellement ne peut porter que sur la même marque, et non sur une marque qui se bornerait à lui ressembler. Le fait que le renouvellement s'effectue sous la forme d'un nouvel enregistrement, et moyennant le dépôt de nouvelles reproductions de la marque et d'un nouveau cliché, ne change rien à la chose.

Votre chambre voudra donc bien ne pas perdre de vue que des divergences entre la représentation de la marque déposée en vue du renouvellement et celle de la marque originairement déposée sont, en principe, inadmissibles. Ce n'est qu'en présence de différences insignifiantes, qui ne frappent qu'à la comparaison minutieuse des deux représentations de la marque et qui, dans la règle, sont dues non à l'intention de modifier l'aspect de la marque, mais à des causes accidentelles, — telles qu'une reproduction inexacte à l'impression ou l'exécution moins fidèle du nouveau cliché, — ou en présence de différences minimes se rapportant à des objets d'importance indubitablement secondaire, — telles que des différences dans la nuance du fond ou dans la couleur de l'empreinte d'un timbre, ou de légères variations dans les proportions, — que la demande de renouvellement pourra être acceptée sans objection.

6° S'agissant de produits dont plusieurs pièces sont habituellement réunies en un même emballage (carton), mais dont les diverses pièces emballées ensemble sont vendues isolément au consommateur (p. ex. cahiers de papiers à cigarettes ou savons

emballés en un carton), il arrive que tant les pièces isolées (cahiers de papier à cigarettes, savons), que le carton d'emballage sont munis de représentations graphiques. Quand les vignettes apposées sur les pièces isolées sont identiques, rien n'empêche d'enregistrer sous un même numéro à la fois la vignette figurant sur ces pièces et la vignette qui figure sur le carton, car il existe, en pareil cas, entre chaque pièce et l'ensemble des parties constitutives de la marque un rapport qui permet de considérer la marque comme contribuant à caractériser chacune des pièces. En pareil cas, chacun des cahiers de papier à cigarettes est, d'une part, caractérisé par l'élément de la marque qui y est apposée, tandis que, d'autre part, la vignette figurant sur le carton se présente comme un élément de la marque apposé sur l'enveloppe extérieure du produit; il est indifférent que la relation entre la pièce isolée (cahier de papier à cigarettes, savon) et la vignette figurant sur le carton cesse d'exister dès le moment où l'on enlève cette pièce du carton où elle se trouve, car il arrive fréquemment que la marque est détruite ou séparée du produit par le fait de l'utilisation pratique de ce dernier.

Mais si les pièces isolées réunies en un emballage commun sont munies de vignettes différentes, ces dernières ne peuvent être enregistrées sous un même numéro comme une seule marque, même si la vignette apposée sur l'emballage commun est déposée en même temps, bien que chacune des pièces isolées soit caractérisée à la fois par la vignette spéciale dont elle est munie et par la vignette figurant sur l'emballage (carton), et cela pour la raison qu'il n'existe aucune relation entre la vignette figurant sur cette pièce et celles qui figurent sur les autres pièces réunies dans le même emballage. En pareil cas, c'est-à-dire quand on emploie des signes différents pour marquer diverses pièces de même espèce réunies sous une enveloppe ou un emballage communs, on est en présence d'une pluralité de marques ne pouvant être enregistrées sous un même numéro comme une seule marque, aux termes du § 13 de la loi sur les marques, d'après lequel chaque marque doit faire l'objet d'un dépôt spécial.

Il n'est donc pas admissible de réunir en un seul enregistrement plusieurs vignettes différentes devant être apposées sur des pièces destinées à être vendues séparément.

7° Jusqu'à présent, la plupart des chambres de commerce et d'industrie ont toujours restitué aux déposants, une fois l'enregistrement effectué, les pièces justificatives présentées par eux conjointement avec

leur demande, et cela sans même prendre note de la date de ces pièces, pour le cas où l'on en aurait besoin plus tard.

Il en est résulté à plusieurs reprises cette conséquence fâcheuse qu'il a été impossible de se procurer plus tard les dates nécessaires, quand il aurait été utile de pouvoir consulter ces documents à l'occasion d'une contestation judiciaire ou de recherches relatives à la validité de la marque, et que la partie intéressée les avait perdus dans l'intervalle.

Votre chambre est, en conséquence, invitée à noter exactement la date des documents officiels (diplômes relatifs à des distinctions reçues, actes notariés, etc.) qui lui seront présentés à l'occasion des demandes d'enregistrement ou d'inscriptions ultérieures dans le registre des marques, avant de rendre ces documents aux intéressés, afin que l'on puisse en tout temps, au moyen de ces dates, retrouver d'une manière aisée et sûre les documents dont il s'agit dans le lien officiel où ils sont déposés; les documents privés, présentés par les intéressés seront, en revanche, retenus par le bureau d'enregistrement, et ne seront restitués aux intéressés que contre la remise de copies certifiées, à moins qu'ils ne doivent déjà être remis sans cela au Ministère du Commerce, comme c'est le cas, par exemple, pour les traductions de textes en langues étrangères.

Les présentes dispositions entreront en vigueur dès le premier jour du mois qui suivra la réception de cette circulaire.

Le Ministre I. R. du Commerce,

CALL m. p.

Conventions particulières

FRANCE—ITALIE

ENTENTE ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET ITALIEN POUR LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE EN CHINE⁽¹⁾

Une entente vient de s'établir entre les gouvernements français et italien en ce qui touche la protection réciproque, en Chine, des marques de fabrique et de commerce.

Cette entente a été réalisée par un échange de déclarations écrites, suivant la procédure adoptée pour les précédents arrangements en la matière.

La déclaration du gouvernement français résulte de la lettre suivante adressée par M. le Ministre des Affaires étrangères à M.

le comte Tornielli, ambassadeur d'Italie à Paris, lettre dans laquelle la déclaration du gouvernement italien se trouve rappelée:

« Paris, le 5 août 1903.

« Par son office du 29 juillet dernier, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie désirant se mettre d'accord avec les gouvernements étrangers en vue d'assurer la protection réciproque des marques de fabrique et de commerce en Chine, l'a chargée de communiquer au gouvernement de la République une déclaration aux termes de laquelle:

« 1° Les tribunaux consulaires italiens en Chine sont compétents à l'égard de toute demande relative aux contrefaçons des marques de fabrique et de commerce commises par des ressortissants italiens;

« 2° Toute demande présentée par un ressortissant français devant un tribunal consulaire italien dans le but d'assurer vis-à-vis des ressortissants italiens la protection d'une marque de fabrique ou de commerce dûment enregistrée en Italie sera jugée par lesdits tribunaux en première instance et en appel par la Cour d'appel de Gênes;

« 3° Le droit de propriété des marques de fabrique et de commerce est réglé en Italie par la loi du 30 août 1868.

« J'ai l'honneur de donner acte à Votre Excellence de cette déclaration qui répond au désir que je lui avais exprimé dans ma lettre du 3 juillet dernier.

« Afin de réaliser l'accord ainsi poursuivi en cette matière par l'un et l'autre pays, je m'empresse de déclarer, à mon tour, à votre Excellence, que le gouvernement de la République assurera volontiers en Chine la protection des marques de fabrique et de commerce italiennes régulièrement déposées en France qui seraient contrefaites par des ressortissants français.

« En conséquence, les tribunaux consulaires de France en Chine pour les demandes en première instance et la Cour de Saïgon pour les recours en appel connaîtront de toute requête dont ils seraient saisis en la matière par des ressortissants italiens.

« La loi que ces tribunaux seront appelés à appliquer dans l'espèce est la loi française du 23 juin 1857, modifiée dans quelques détails par les lois des 26 novembre 1873 et 3 mai 1890.

« Le gouvernement de la République envoie à ses agents diplomatiques et consulaires dans l'Empire du Milieu des instructions conformes à la présente déclaration.

« Signé: DELCASSÉ. »

(Bull. off. de la prop. ind. et comm.)

⁽¹⁾ Voir la note relative à la protection des marques françaises, allemandes, belges et néerlandaises en Chine, qui a été publiée dans la *Propriété industrielle* d'août 1898 (p. 119).

PAYS-BAS—ITALIE

ARRANGEMENT ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET ITALIEN POUR LA PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE EN CHINE

Il résulte d'une communication reçue de l'Administration néerlandaise que le gouvernement des Pays-Bas et celui de l'Italie ont conclu un arrangement pour la protection, en Chine, des marques de fabrique et de commerce régulièrement déposées dans les pays respectifs par leurs ressortissants réciproques.

FRANCE

BREVET D'INVENTION. — CONVENTION D'UNION DE 1883. — DEMANDE EN NULLITÉ. — ABSENCE DE DIVULGATION ET D'ANTÉRIORITÉS. — REJET.

Des essais non ébruités ne constituent pas une divulgation de nature à entraîner la nullité d'un brevet.

Quand un brevet français est la reproduction d'un brevet belge, complété par un brevet de perfectionnement, pris depuis moins de six mois, les faits de publicité qui auraient pu se produire dans l'intervalle de temps compris entre le dépôt en Belgique et le dépôt en France, ne constituent pas une divulgation pouvant entraîner la nullité du brevet français.

(Trib. civ. de la Seine, 24 déc. 1900; Cour d'app. de Paris, 14 mai 1902. — Cottancin c. Hennebique.)

A la date du 24 décembre 1900, le Tribunal civil de la Seine avait rendu le jugement suivant :

LE TRIBUNAL,

Attendu que Cottancin demande contre Hennebique la nullité du brevet pris par ce dernier pour un étrier et une entretoise reliant les cordes de traction et de compression dans les poutres et supports;

Qu'il allègue à cet effet que le brevet serait entaché de divulgation et violé par des antériorités;

Qu'il demande en outre contre le défendeur une somme de 25,000 francs de dommages-intérêts en raison des attaques injustifiées auxquelles Hennebique se serait livré à son égard;

Attendu que, de son côté, Hennebique se porte reconventionnellement demandeur en 25,000 francs de dommages-intérêts pour le préjudice à lui causé par des faits de concurrence déloyale qu'il impute à Cottancin;

En ce qui touche le vice de divulgation du brevet :

Attendu qu'il convient tout d'abord de restituer à ce brevet sa véritable date inexactement rapportée par le demandeur; que cette date se place au 8 août 1892; qu'en outre, le brevet n'étant que la reproduction d'un autre pris en Belgique le 9 février de la même année, par Hennebique, c'est dès le 9 février qu'aux termes de l'article 4 de la Convention internationale du 21 mars 1883, l'invention de Hennebique se trouvait protégée;

Attendu, et ce point de départ étant ainsi établi, que les documents produits par le demandeur n'établissent nullement que ce soit antérieurement au brevet qu'il ait publié une brochure en relatant les dispositions, ou qu'il ait appliqué son invention, si ce n'est sous forme d'essais non ébruités, et dès lors licites au point de vue de l'article 31 de la loi de 1844;

PAR CES MOTIFS,

Déclare Cottancin mal fondé en ses demandes, fins et conclusions, etc.

M. Cottancin ayant formé appel de ce jugement, la quatrième chambre de la Cour a rendu, le 14 mai 1902, un arrêt confirmatif en ces termes :

LA COUR,

Statuant sur l'appel interjeté par Cottancin et Cie d'un jugement rendu par le Tribunal civil de la Seine, le 24 décembre 1900;

En la forme :

Considérant que l'appel est régulier;

Au fond :

Considérant que la cause présente des éléments suffisants de décision et qu'il n'échet de recourir à une expertise;

En ce qui touche la divulgation :

Considérant qu'indépendamment du brevet belge du 9 février 1892, Hennebique produit un brevet de perfectionnement pris par lui également en Belgique, le 8 juillet 1892; qu'il n'est pas contesté que ce brevet de perfectionnement avait notamment pour objet le système de «poutraisons» que Hennebique a fait breveter en France le 8 août suivant; qu'il n'est pas allégué ou justifié que la notice qu'il a fait imprimer et publier pour faire connaître son procédé ait été répandue dans le public avant le 8 juillet 1892; qu'en dehors de la publication de cette notice, les autres faits invoqués par Cottancin ne sont pas suffisamment précis et caractérisés pour qu'il en puisse résulter la preuve certaine de la divulgation qu'il allègue;

PAR CES MOTIFS,

... Met l'appellation à néant; sans s'arrêter, ni avoir égard à la demande d'expertise;

... Confirme en principe le jugement, etc.

(La Loi)

FRANCE

NOM COMMERCIAL. — APPPOSITION ILLICITE. — LOI DU 24 JUILLET 1824. — DÉLIT. — CONVENTION D'UNION DU 20 MARS 1883, ART. 8. — LOI DU 25 JANVIER 1884. — APPLICATION ENTRE NATIONAUX. — MARQUE DE FABRIQUE. — «AMER PICON». — APPPOSITION FRAUDULEUSE. — SUBSTITUTION DE PRODUIT. — ACTE DOMMAGEABLE. — MAUVAISE FOI. — EXCEPTION. — DÉSIGNATION GÉNÉRIQUE. — REJET. — CONDAMNATION. — AMENDE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — INSERTION.

Le nom commercial qui, sans revêtir une forme distinctive, figure dans une marque de fabrique parmi ses divers éléments, ne perd ni son caractère de nom, ni les garanties qu'il tient de l'ar-

PARTIE NON OFFICIELLE

Jurisprudence

ESPAGNE

JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE. — MARQUE DE FABRIQUE. — TITRE DE JOURNAL. — MARQUE ADMISSIBLE.

(Ordonnance royale du 17 juillet 1902.)

D. Juan José Garcia Gomez ayant déposé comme marque de fabrique la dénomination «El Economista», destinée à servir de litre à une revue financière, la Direction générale de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce estima que ce dépôt ne pouvait être admis, pour la raison qu'il n'existait pas de fabrique dont les produits eussent à être marqués, et que la dénomination officielle du Bureau qui reçoit les dépôts montrait bien que celui-ci ne pouvait effectuer d'autres enregistrements que ceux se rapportant à la propriété industrielle et commerciale.

Avant de prendre une décision sur ce point, la susdite Direction générale désira toutefois prendre l'avis du Conseil d'Etat.

Ce dernier a émis un préavis portant 1° qu'un titre de journal peut être déposé comme marque de fabrique ou de commerce aux termes de la loi, vu que l'administration d'un organe de publicité a à bien des points de vues le caractère d'une entreprise industrielle, et que les journaux, produits de cette industrie, peuvent faire l'objet d'un commerce et sont compris, en conséquence, dans le tarif douanier; et 2° que la dénomination «El Economista» était parfaitement admissible comme marque de fabrique ou de commerce.

Il a été rendu, en conséquence, une ordonnance royale prescrivant l'enregistrement de ladite marque.

ticle 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824. Cette loi pourra, en conséquence, être invoquée par le titulaire du nom commercial dans les cas prévus par ladite loi.

Les règles édictées par une convention internationale en matière de propriété industrielle, sanctionnées par une loi, doivent être observées par le fabricant français aussi bien au regard des nationaux qu'au regard des étrangers; une action sera donc ouverte au plaignant, basée, suivant les cas, sur les lois spéciales ou sur les lois de droit commun.

L'article 8 de la Convention d'Union du 20 mars 1883 disposant que le nom commercial doit être protégé alors même qu'il fait partie d'une marque, celui qui a apposé frauduleusement la marque d'un fabricant renfermant le nom commercial de ce dernier sur des produits étrangers à sa fabrication, peut être poursuivi pour la répression de ce double délit, d'une part en application de la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique, et d'autre part, en application de la loi du 28 juillet 1824 relative à la protection du nom commercial. Toute décision qui ne viserait pas cette dernière loi, alors qu'elle aurait été invoquée par les demandeurs, encourt la censure de la Cour suprême.

(Trib. corr. d'Orange, 6 févr. 1902; C. d'app. de Nîmes, 17 avr. 1902; C. cass., 9 janv. 1903; C. d'app. Montpellier, 4 mars 1903. — Picon & C^{ie} c. Auric.)

Tribunal correctionnel d'Orange.

(6 février 1902)

Attendu qu'à la date du 1^{er} décembre dernier, les sieurs Pierre Louis et Alexis Meyruel, ayant demandé au sieur Auric, propriétaire du Café de Provence, à Orange, de leur servir un Picon citron et un Picon gommé, ce dernier leur a servi un amer ne provenant pas de la fabrication de la maison Picon;

Attendu que ce breuvage leur a été servi dans une bouteille portant le nom, la marque et la collerette de la capsule de la maison Picon;

Attendu qu'au cours des recherches effectuées dans l'établissement du sieur Auric, il a été trouvé dans une pièce contiguë à la salle de consommation deux autres bouteilles portant également le nom et la marque « Picon », dans lesquelles se trouvait un amer étranger à la fabrication de cette maison;

Que, dans la cave, il a été encore trouvé 50 bouteilles vides et 12 bouteilles pleines d'un amer quelconque et portant le nom et la marque « Picon »;

Attendu que le sieur Auric reconnaît que l'amer qui se trouvait dans ces bouteilles n'est pas de l'amer Picon; qu'il ne fait aucune difficulté pour déclarer qu'aux consommateurs qui se bornent à lui demander un Picon, il sert dans des bouteilles historiées de la marque Picon un breuvage qui n'est pas fabriqué par cette maison, réservant

l'amer Picon pour ceux qui demandent un Picon authentique;

Mais attendu que cette manière de procéder est éminemment délictueuse et dommageable pour la maison Picon; qu'elle a, en effet, pour conséquence de restreindre sa vente et de déprécier son produit;

Attendu que l'intention frauduleuse du sieur Auric se manifeste par ce fait qu'il sert aux consommateurs un amer quelconque dans des bouteilles portant le nom, la capsule et la marque de la maison Picon; que si tels n'étaient pas son intention et son but, il se bornerait à servir le breuvage demandé dans des bouteilles ne portant pas la marque Picon;

Qu'Auric allègue vainement que le mot « Picon » est devenu pour la clientèle un terme générique synonyme d'amer; qu'admettre cette thèse ne tendrait, en effet, à rien moins qu'à priver de toute garantie les marques qui, par leurs qualités, ont conquis la faveur du public;

Attendu que le Tribunal possède tous les éléments pour évaluer et déterminer le montant des réparations dues à la maison Picon, à raison du préjudice que lui ont causé les agissements du sieur Auric;

Attendu qu'au point de vue de la répression, ce fait paraît au Tribunal tomber sous l'application de l'article 7, §§ 2 et 3, de la loi du 23 juin 1857, à l'exclusion de la loi du 28 juillet 1824;

Attendu qu'il y a lieu de tenir compte des bons antécédents du prévenu et de le faire bénéficier, dans une large mesure, des dispositions de l'article 463 du Code pénal;

Attendu que les débats de l'audience constituent une sanction suffisante au point de vue de la publicité, et qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'insertion du présent jugement dans les journaux;

PAR CES MOTIFS :

Le Tribunal valide le saisie du 1^{er} décembre 1901;

Prononce la confiscation des objets saisis;

Et pour le préjudice causé, condamne Auric à payer à la maison Picon la somme de 25 francs, à titre de dommages-intérêts;

Et en répression du délit commis, le condamne en outre à une amende de 25 francs;

Dit n'y avoir lieu à l'insertion du présent jugement dans les journaux;

Condamne Picon aux entiers dépens, sauf son recours contre le sieur Auric.

Cour de Nîmes (App. corr.)

(17 avril 1902)

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

En ce qui concerne la demande de Picon

& C^{ie}, sur le chef visé par la loi du 28 juillet 1884 (article 1^{er}), dans l'assignation du 16 décembre 1901;

Attendu que le nom commercial accompagné d'emblèmes et de mentions auxquels il s'incorpore et avec lesquels il se confond n'est que l'un des éléments constitutifs dont la marque se compose; que c'est donc à bon droit que le jugement incriminé a écarté le fait reproché à Auric par la partie civile, d'apposition sur des objets fabriqués du nom commercial d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur; que, dès lors, en vendant, comme il l'a fait, un amer autre que celui fabriqué par la maison Picon, dans une bouteille portant la marque de celle-ci, le prévenu n'a contrevenu qu'à l'article 7 de la loi du 23 juin 1857.

En ce qui concerne la demande de Picon & C^{ie} sur les deux chefs visés par la loi du 23 juin 1857 (article 7, §§ 2 et 3) dans ladite assignation;

Adoptant les motifs des premiers juges.

PAR CES MOTIFS :

La Cour, ouï M. le conseiller rapporteur, le prévenu, le défenseur de Picon & C^{ie}, celui du prévenu et le ministère public, confirme le jugement dont est appel; dit qu'il sortira son plein et entier effet;

Rejette toutes autres prétentions de la partie civile comme mal fondées.

Cour de cassation (Ch. crim.)

(9 janvier 1903)

LA COUR,

Ouï M. le conseiller Le Grix, en son rapport, M. l'avocat général Bonnet en ses conclusions; ouï aussi M. Sabatier, avocat en la Cour, en ses observations.

Sur les deux branches du moyen unique pris de la violation des lois du 28 juillet 1824, article 1^{er}, et du 23 juin 1857, article 7, §§ 2 et 3, de l'article 8 de la Convention internationale du 20 mars 1883, du décret du 6 juillet 1884 et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a écarté à tort le délit de l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 et n'a répondu aux conclusions d'appel, ni sur l'étiquette, ni sur l'interprétation de la loi du 6 juillet 1884, approuvant la Convention du 20 mars 1883 qui a constitué une Union internationale pour la protection de la propriété industrielle;

Attendu que Picon & C^{ie} ont poursuivi Auric, notamment pour application, sur des objets fabriqués, du nom commercial d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur; 2^o pour apposition frauduleuse, sur des produits, d'une marque appartenant à autrui; qu'un jugement du Tribunal correctionnel

d'Orange ayant écarté l'application de la loi du 28 juillet 1824, qui protège le nom commercial, Picon & C^{ie} ont pris devant la Cour d'appel de Nîmes des conclusions par lesquelles ils lui demandaient, en réformant le jugement, de dire: 1^o que les mots «G. Picon» qui figurent dans l'étiquette de la société Picon & C^{ie} constituent le nom commercial de cette société, à l'encontre des mots «Amer Picon» qui constituent sa marque de fabrique à titre de dénomination; 2^o qu'aux termes de la loi portant application de la Convention d'Union du 20 mars 1883, ce nom commercial doit être protégé en lui-même et abstraction faite de la marque;

Attendu, sur le premier point, qu'alors que le jugement dont l'arrêt a adopté les motifs, a constaté à plusieurs reprises, d'après le procès-verbal de saisie en date du 1^{er} décembre 1901, que les bouteilles saisies chez Auric portaient le nom et la marque de fabrique de la société Picon, la Cour d'appel, pour rejeter la demande de condamnation fondée sur la loi du 28 juillet 1824 qui protège le nom commercial, s'est bornée à affirmer une thèse de droit, sans relever, comme elle eût dû le faire, aucune circonstance de fait qui pût justifier la décision qu'elle a rendue;

Attendu, sur le second point, que Picon & C^{ie} ayant demandé par des conclusions formelles l'application à la cause de la Convention d'Union du 20 mars 1883, approuvée par la loi du 25 janvier 1884, promulguée le 6 juillet 1884, qui déclare que le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce, la Cour d'appel n'a donné aucun motif pour repousser l'application du principe contenu dans ce texte;

Qu'ainsi l'arrêt entrepris a violé les dispositions de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810.

PAR CES MOTIFS:

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de Nîmes, en date du 17 avril 1902, et pour être à nouveau statué conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel de Montpellier, à ce désignée, par délibération spéciale prise en la Chambre du conseil.

Cour d'appel de Montpellier
(14 mars 1903)

Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal de saisie du 1^{er} décembre 1901, ainsi que des témoignages recueillis à l'audience, et qu'il n'a, au surplus, pas été contesté que, dans le courant de ladite année 1901, le

prévenu Auric servait aux clients de son établissement qui demandaient de l'Amer Picon, un produit étranger à la fabrication de la maison Picon, mais renfermé dans des bouteilles qui portaient l'étiquette et la collerette de la capsule de cette maison.

Attendu que l'étiquette dont il s'agit porte dans la partie supérieure le nom «G. Picon» suivi de la signature mise en travers, puis la dénomination «Amer Picon» placée plus bas; que les mots «G. Picon» constituent le nom commercial de la maison Picon & C^{ie}, tandis que les mots «Amer Picon» constituent leur marque de fabrique; que le nom est une propriété distincte de la marque et qu'il a été l'objet d'une protection spéciale dans les lois du 28 juillet 1824 et du 25 janvier 1884 portant approbation de la Convention d'Union du 20 mars 1883; que, de son côté, la marque est protégée par les dispositions de la loi du 23 juin 1857; que dans l'espèce, étant donné la configuration de l'étiquette et la disposition des inscriptions qu'elle contient, il n'est pas exact de dire, ainsi que l'ont admis les premiers juges, que le nom est incorporé à la marque et se confond avec elle; qu'il y a donc lieu de retenir à la charge d'Auric deux infractions distinctes, bien qu'elles procèdent du même fait;

Attendu, au surplus, que dans ses conclusions devant la Cour, Auric déclare s'en remettre à justice sur l'application de la loi de 1824;

Attendu que les faits reprochés au prévenu Auric ont causé à Picon & C^{ie} un certain préjudice; que la réparation allouée par les premiers juges est insuffisante, et qu'il convient, tout en maintenant le chiffre des dommages-intérêts tels qu'ils ont été fixés, d'ordonner l'insertion dans un journal, de la présente décision.

PAR CES MOTIFS:

La Cour, vidant le renvoi ordonné par la Cour de cassation, et ayant tel égard que de raison à l'appel de Picon & C^{ie}, confirme le jugement entrepris en ce qu'il a déclaré le prévenu atteint et convaincu de l'infraction prévue et punie par la loi du 23 juin 1857; le déclare pareillement atteint et convaincu de l'infraction prévue et punie par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824, et pour répression maintient l'indemnité de 25 francs allouée par les premiers juges; le jugement se trouvant d'ailleurs maintenu en ce qui concerne l'amende infligée au regard du Ministère public; ordonne, en outre, l'insertion du présent arrêt dans le journal le *Petit Marseillais* et dans le mois et aux frais du prévenu, sans toutefois que le coût de l'insertion puisse dépasser 100 francs;

Condamne enfin le prévenu aux dépens liquidés, savoir: ceux de l'État à 12 fr. 25, et ceux de la partie civile à 30 francs;

Dit que Picon & C^{ie} en seront tenus en leur qualité de partie civile; fixe au minimum la durée de la contrainte par corps;

Par application des articles visés par les premiers juges, et en outre des articles 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824, 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867 dont lecture a été donnée à l'audience par M. le Président.

La Revue internationale de la propriété industrielle et artistique, à laquelle nous empruntons les décisions judiciaires qui précèdent, leur consacre une étude dont voici la conclusion:

On ne peut être surpris de l'importance attachée par la maison Picon au succès de l'action qu'elle avait engagée, succès dont les conséquences directes et avantageuses sont multiples; trois méritent spécialement d'être sanctionnées: 1^o le nom ne saurait désormais tomber dans le domaine public en même temps que la marque dont il fait partie; 2^o l'usage frauduleux d'une marque dans laquelle apparaît le nom commercial du fabricant sera susceptible de déterminer une double condamnation; 3^o enfin, celui qui fera une imitation d'une marque, alors que cette imitation serait simplement illicite sans être frauduleuse, sera exposé à une répression pénale, si le nom commercial du titulaire de la marque imitée apparaît dans la marque imitante.

A un autre point de vue, l'arrêt de la Cour de Montpellier présente un réel intérêt. L'article 8 de la Convention du 20 mars 1883 ne visait en principe, ainsi qu'il a été expliqué plus haut, que les étrangers et n'avait nullement pour objet de modifier et d'améliorer la situation des nationaux en ce qui touche les garanties attachées au nom commercial. Dorénavant, la disposition dont il s'agit produira ses effets entre fabricants français. Il a paru à la Cour de renvoi que les règles de police commerciale posées dans une Convention internationale, approuvée par le Parlement, devaient recevoir leur application entre indigènes de la même façon qu'entre indigènes et étrangers; elle a fait ainsi disparaître une inégalité absolument choquante. Le principe adopté par la Cour de Nîmes pourra être invoqué utilement dans l'avenir, surtout à propos de l'Arrangement de Madrid relatif aux fausses indications de provenance, car les lois françaises qui protègent les noms de lieu de fabrication sont insuffisantes actuellement pour prévenir ou pour réprimer les fraudes de toute nature qui se commettent en cette matière.

URUGUAY

MARQUE ÉTRANGÈRE. — ENREGISTREMENT AU PROFIT D'UNE PERSONNE QUI N'EN EST PAS LE PROPRIÉTAIRE. — NULLITÉ.

(Décision du Ministre du Fomento, 19 juin 1903. — Affaire de la marque M. S. Bagley & Co Lim^d.)

Considérant que la marque *Hesperidina*, présentée à l'enregistrement par la Société anonyme M. S. Bagley & Co Lim^d, à Buenos-Aires, est une marque étrangère, comme en fait foi le certificat d'enregistrement original délivré à Buenos-Aires le 31 octobre 1902, et que, pour qu'une marque étrangère puisse jouir des garanties que lui accorde la loi (art. 73), elle doit être déposée comme telle par ses propriétaires ou les agents de ces derniers, ce qui est le cas dans l'espèce;

Considérant que l'enregistrement de la marque *Hesperidina*, accordée le 20 septembre 1902 à Enrique Menini, est illégal, pour la raison que le déposant n'était ni le propriétaire de cette marque, ni le mandataire de son véritable possesseur; et que, la marque *Hesperidina* étant une marque étrangère, Enrique Menini a commis, en se l'appropriant, un acte illicite, comme cela a été déclaré en toute vérité et d'une manière péremptoire dans le rapport de la Chambre de commerce;

Considérant qu'aux termes du décret promulgué par le Pouvoir exécutif en date du 12 juin 1886, l'enregistrement de la marque *Hesperidina* au nom d'Enrique Menini, fait à la demande de personnes non dûment autorisées par le propriétaire, ne peut subsister qu'à titre provisoire, et aussi longtemps que ce dernier ne réclame pas, d'où il résulte que cet enregistrement peut être annulé dans le cas actuel, où la Société anonyme M. S. Bagley & Co Lim^d s'est présentée pour demander l'enregistrement de la marque qui lui appartient, conformément aux dispositions de l'article 43 précité de la loi sur la matière,

Il est décidé

Qu'il sera procédé à l'enregistrement de la marque *Hesperidina* appartenant à la Société anonyme M. S. Bagley & Co Lim^d, et à l'annulation de la marque enregistrée au nom d'Enrique Menini de Montevideo.

(*Patentes y Marcas.*)

Nouvelles diverses

FRANCE

CONGRÈS DE L'ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

L'Association française pour la protection de la propriété industrielle tiendra son

congrès annuel à Paris du 7 au 10 mars prochain. Le programme de ce congrès est assez chargé. Il comprend:

a. L'étude des modifications qu'il conviendrait d'apporter immédiatement à la législation française concernant:

1° Les brevets d'invention; 2° les marques de fabrique et de commerce; 3° les dessins et modèles de fabrique; 4° le nom commercial; 5° la concurrence déloyale; 6° les indications de provenance; 7° le secret de fabrique; 8° les médailles et récompenses industrielles.

b. La création d'une juridiction spéciale en matière de propriété industrielle.

En raison de l'étendue de ce programme, le conseil de l'Association a décidé, sur la proposition du bureau, qu'il y avait lieu de préparer sur chaque sujet un rapport spécial qui serait d'abord discuté, en assemblée générale de tous les membres de l'Association, et ensuite imprimé puis remis aux membres du congrès dans le courant du mois de février: de cette façon, il sera inutile de lire les rapports en séance et la discussion pourra être immédiatement abordée. Dans ce but, des assemblées générales hebdomadaires ont été convoquées pour le courant du mois de décembre.

On voit par ce qui précède que ce congrès aura une grande importance au point de vue de la réformation de la législation française. Il est placé sous le haut patronage des Ministres du Commerce et de la Justice. Les séances auront lieu au Conservatoire national des Arts et Métiers.

PAYS-BAS

BUREAU DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Récemment on a fêté à La Haye le dixième anniversaire de l'installation du Bureau néerlandais de la Propriété industrielle dans les locaux spacieux où il fonctionne actuellement. Cette fête a pris surtout le caractère d'un hommage rendu à l'éminent directeur de ce service, M. F. W. J. G. Snijder van Wissenkerke, qui a su se concilier le respect et la reconnaissance des nombreuses personnes en relations avec le Bureau, ainsi que des fonctionnaires placés sous ses ordres.

L'orateur chargé de parler au nom des assistants a rappelé le développement remarquable pris par le service de l'enregistrement des marques de fabrique aux Pays-Bas. Plus de 18,000 marques nationales ou étrangères et près de 4000 marques internationales figurent actuellement dans ses registres. M. Snijder van Wissenkerke a fait beaucoup pour la bonne organisation de ce dépôt et pour faciliter au public les formalités à remplir ou les re-

cherches à opérer. En le remerciant des services qu'il a rendus au commerce et à l'industrie, les délégués venus des principales villes de la Hollande lui ont remis un magnifique album contenant les signatures d'un grand nombre de personnalités du monde des affaires, et les fonctionnaires de son service lui ont offert à titre d'hommage respectueux une superbe garniture de bureau en argent.

Le Bureau international, qui a toujours eu d'excellents rapports avec l'Administration des Pays-Bas, s'associe cordialement à l'hommage rendu à M. Snijder van Wissenkerke.

Avis et renseignements

Le Bureau international répond à toutes les demandes de renseignements qui lui sont adressées. Il publie dans son organe *La Propriété industrielle* les renseignements qui présentent un intérêt général.

94. Un brevet provisoire pris soit en Suisse, soit en Angleterre, protège-t-il l'invention couverte par ce brevet dans les États adhérents à l'Union pendant le délai de priorité? Ce délai de priorité ne s'applique-t-il pas plutôt au brevet définitif, et non pas au brevet provisoire?

On entend d'habitude par la *protection d'une invention* couverte par un brevet la faculté de poursuivre en justice les personnes qui fabriquent l'objet ou qui exploitent le procédé pour lequel le brevet a été accordé. Nous supposons que ce n'est pas dans ce sens que le terme dont il s'agit est employé ici, — un brevet pris dans un pays donné ne saurait permettre de poursuivre les contrefaçons commises dans un autre pays, — et qu'il faut entendre par les mots *protection de l'invention* la jouissance du délai de priorité établi par l'article 4 de la Convention. C'est donc sur ce dernier point que nous répondons.

Il n'existe pas, en Angleterre, de *brevets provisoires*. On peut déposer dans ce pays des demandes de brevet accompagnées de simples *spécifications* ou descriptions *provisoires*, indiquant à grands traits la nature de l'invention; mais elles doivent être suivies du dépôt d'une *spécification complète* avant qu'il puisse être procédé à la délivrance du brevet.

Le dépôt d'une demande de brevet accompagnée d'une simple spécification provisoire peut, selon nous, donner naissance au droit de priorité stipulé à l'article 4 de la Convention, mais seulement dans la mesure où la description de l'invention est suffisante pour en faire comprendre la nature réelle. C'est aux tribunaux ou

aux autorités compétentes du pays où l'on invoque la jouissance du droit de priorité, qu'il appartient de décider si ce droit existe dans l'espèce.

En Suisse, il existe des brevets provisoires ; mais contrairement à ce qui se fait en Angleterre, on ne peut déposer de description ébauchée de l'invention que l'on veut faire protéger. Ce qui distingue le brevet définitif du brevet provisoire, c'est qu'il ne peut être obtenu qu'après la preuve de l'existence d'un modèle de l'invention brevetée, condition nécessaire en Suisse pour la jouissance des droits déconant du brevet.

Toute demande de brevet déposée en Suisse pour la première fois donne naissance au droit de priorité, que le déposant remplisse dès l'abord les conditions nécessaires pour l'obtention d'un brevet définitif, ou qu'il se contente d'obtenir un brevet provisoire, quitte à faire plus tard la preuve de l'existence du modèle. Cela n'a rien à voir avec le droit de priorité.

95. a. *Est-il exact que le pouvoir délivré par l'inventeur étranger à son mandataire japonais, signé par un notaire, n'a pas besoin d'être légalisé par un consul japonais ?*

b. *En combien d'exemplaires la description de l'invention doit-elle être déposée, et en quelles langues ?*

c. *Combien faut-il déposer d'exemplaires des dessins explicatifs de l'invention ?*

Les renseignements ci-dessus ne se trouvant pas dans les textes officiels reçus de l'Administration japonaise, le Bureau international a prié cette dernière de les lui fournir, et a reçu d'elle à ce sujet les communications suivantes :

a. Le pouvoir délivré par un inventeur étranger à son mandataire ne doit pas nécessairement être légalisé par un consul japonais, puisqu'il n'existe pas de prescription explicite à cet égard. Mais il est désirable qu'il soit légalisé par un ministre ou un consul japonais, et il est même probable qu'une disposition dans ce sens sera insérée dans le texte de la loi.

b. L'inventeur étranger n'est tenu de déposer qu'un seul exemplaire de la description de l'invention, rédigé en japonais aux termes de la loi. Mais le dépôt du texte original peut être demandé, si la traduction en japonais n'est pas claire.

c. Il suffit que les dessins explicatifs soient déposés en un seul exemplaire.

Bibliographie

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

DANSK PATENTTIDENDE, organe hebdomadaire de l'Administration danoise. Prix d'abonnement annuel 40 couronnes. On s'abonne aux bureaux de la *Patentkommission*, Niels Juelsgade, 5, à Copenhague.

Communications de la Patentkommission. Spécifications complètes, avec dessins, de tous les brevets accordés.

REGISTRERINGS-TIDENDE FOR VAREMAERKER, organe officiel de l'Administration danoise paraissant à des intervalles irréguliers. Prix d'abonnement annuel 2 couronnes. On s'abonne chez le *Registrator af Varemaerker*, Niels Juelsgade, 5, à Copenhague.

Fac-similés des marques déposées et description de ces dernières, avec indication des déposants et des marchandises auxquelles les marques sont destinées.

BOLETIN OFICIAL DE LA PROPIEDAD INTELECTUAL É INDUSTRIAL, organe bimensuel de l'Administration espagnole. Prix d'abonnement pour l'étranger : un an, 30 piécettes. Madrid, au Ministère de l'Agriculture.

Première section : *Propriété intellectuelle*. — Seconde section : *Propriété industrielle*. — Publications officielles concernant la protection des brevets d'invention et d'importation, des marques de fabrique ou de commerce (avec fac-similés), des dessins ou modèles industriels, du nom commercial et des récompenses industrielles (dépôts, appels aux oppositions, enregistrements, renouvellements, etc.).

THE OFFICIAL GAZETTE OF THE UNITED STATES PATENT OFFICE, organe hebdomadaire de l'Administration des États-Unis. — Prix d'abonnement annuel pour l'étranger : 10 dollars. Adresser les demandes d'abonnements et les paiements y relatifs à l'adresse suivante : « The Commissioner of Patents, Washington D. C. »

Liste hebdomadaire des brevets, dessins, marques et étiquettes enregistrés. — Reproduction des revendications et des principaux dessins relatifs aux inventions brevetées. — Reproduction graphique des dessins industriels et des marques enregistrés. — Jurisprudence.

BULLETIN OFFICIEL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE, organe hebdomadaire du service spécial de la propriété industrielle en France. Prix d'abonnement pour l'Union postale : un an, 35 francs. S'adresser à M. Camille Roussel, éditeur, 114, rue Lafayette, Paris.

Brevets délivrés. Cessions de brevets. Fac-similés des marques déposées, avec indica-

tion du nom et du domicile des déposants. Législation et jurisprudence en matière de propriété industrielle.

PATENTES Y MARCAS, revista sud americana de la propiedad intelectual é industrial. Revue mensuelle paraissant à Buenos-Aires, Piedad 343. Prix d'abonnement pour l'étranger : un an 35 francs.

RIVISTA DI DIRITTO INTERNAZIONALE E DI LEGISLAZIONE COMPARATA, publication mensuelle paraissant à Naples, via Tribunali, 386. Prix d'abonnement annuel : Italie 8 lire ; étranger 10 lire.

RIVISTA DELLE PRIVATIVE INDUSTRIALI, recueil de législation, de jurisprudence et de doctrine en matière de brevets, de marques, de dessins et modèles industriels, etc. Publication mensuelle paraissant à Turin chez l'Unione Tipografico-Editrice. Prix d'abonnement annuel, 10 lire ; port en sus pour l'étranger.

ARCHIVIO DI DIRITTO INDUSTRIALE IN RAPPORTO AL DIRITTO PENALE. Publication mensuelle paraissant chez Uberto Boffi, éditeur, 70 Corso Vittorio Emanuele, à Turin. Prix d'abonnement annuel : Italie, 5 lire ; Union postale, 8 lire ; autres pays, 10 lire.

PICARD'S PATENT JOURNAL, publication mensuelle paraissant à Paris, à l'Office Picard, 97, rue Saint-Lazare. Prix d'abonnement annuel, 6 francs.

BULLETIN DES INVENTEURS, publication mensuelle paraissant à Bruxelles, chez A. Lefèvre, 9, rue Saint-Pierre. Prix d'abonnement annuel : 6 francs.

L'INGÉNIEUR FRANÇAIS. Publication mensuelle paraissant à l'Office Picard, 97, rue Saint-Lazare, à Paris. Prix d'abonnement annuel : France, 3 francs ; étranger, 5 francs.

LE TEXTIL-INDICATEUR. Publication mensuelle spéciale aux industries textiles, paraissant 368, rue Saint-Honoré, à Paris. Prix d'abonnement : France, 5 francs ; étranger, 6 francs.

LE DROIT EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, recueil mensuel paraissant à Paris, 28, rue St-Georges. Prix d'abonnement annuel pour l'étranger : 8 francs.

LES INVENTIONS ILLUSTRÉES, publication mensuelle paraissant à Paris, 36, rue de l'Arcade. Prix d'abonnement annuel : France 3 francs ; Union postale 5 francs.

RECUEIL DES BREVETS D'INVENTION, publication mensuelle de l'Administration belge. Prix d'abonnement annuel : 5 francs, port en plus. S'adresser à M. A. Lesigne, imprimeur-éditeur, rue de la Charité, 27, Bruxelles.

Extraits des brevets délivrés ; cessions de brevets.

Statistique

ALLEMAGNE

STATISTIQUE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE POUR LES ANNÉES 1901 ET 1902. (Suite et fin.)

IV. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

Marques déposées de 1897 à 1901, rangées par groupes de produits

GROUPES DE PRODUITS	NOMBRE DES DÉPÔTS EN					Total des dépôts de 1894 à 1902
	1898	1899	1900	1901	1902	
A. Aliments et boissons	3,814	3,873	3,573	3,473	3,741	34,165
B. Objets en métal	2,214	1,780	1,885	1,941	1,893	18,090
C. Produits textiles	841	739	600	721	997	7,870
D. Produits chimiques	2,497	2,206	2,273	2,279	2,663	21,946
E. Autres produits	1,272	1,163	1,396	1,510	1,874	12,023
Totaux	10,638	9,761	9,727	9,924	11,168	94,094

Nombre des dépôts liquidés et des enregistrements effectués, rangés par genres de marques

ANNÉE	MARQUES								
	FIGURATIVES			VERBALES			TOTAL		
	Dépôts liquidés	Enregistre- ments	Nombre des enregistre- ments pour 100 dépôts liquidés	Dépôts liquidés	Enregistre- ments	Nombre des enregistre- ments pour 100 dépôts liquidés	Dépôts liquidés	Enregistre- ments	Nombre des enregistre- ments pour 100 dépôts liquidés
1894—1897	27,961	21,526	77	10,883	6,861	63	38,844	28,387	73
1898	5,677	3,891	69	4,445	2,825	64	10,122	6,716	66
1899	5,155	3,367	65	4,960	3,081	62	10,115	6,448	64
1900	4,048	2,494	62	5,346	3,087	58	9,394	5,581	59
1901	3,760	2,260	60	5,091	2,844	56	8,851	5,104	58
1902	4,106	2,296	56	5,526	2,859	52	9,632	5,155	54
Totaux de 1894 à 1902	50,707	35,834	71	36,251	21,557	59	86,958	57,391	66

Marques rejetées ou retirées en 1901 et 1902, rangées d'après la cause qui s'opposait à leur enregistrement

MOTIFS DU REJET OU DU RETRAIT DE LA MARQUE	MARQUES ANCIENNES		MARQUES NOUVELLES						TOTAL		TOTAL de 1894 à 1902
	1901	1902	Figuratives		Verbales		ENSEMBLE		pour 1901	pour 1902	
			1901	1902	1901	1902	1901	1902			
1. Armoiries	—	—	28	46	—	—	28	46	28	46	422
2. Indication relative à la nature ou à la destination du produit	7	—	—	—	832	999	832	999	839	999	5,562
3. Indication de provenance	1	—	—	—	195	268	195	268	196	268	1,435
4. Lettres et chiffres	—	—	19	30	—	—	19	30	19	30	199
5. Mention déceptive	—	—	36	54	64	95	100	149	100	149	1,137
6. Défaut d'un caractère distinctif	1	—	28	48	27	26	55	74	56	74	563
7. Marques libres	—	—	15	16	61	62	76	78	76	78	1,555
8. Similitude avec d'autres marques plus anciennes	—	—	1,178	1,390	869	983	2,047	2,373	2,047	2,373	15,434
9. Autres causes : non-accomplissement des formalités prescrites, dépôts retirés sans raison apparente, etc.	1	—	186	226	199	234	385	460	386	460	3,260
Totaux	10	—	1,490	1,810	2,247	2,667	3,737	4,477	3,747	4,477	29,567

Marques radiées en 1901 et 1902, rangées d'après le motif qui a amené leur radiation

MOTIFS DE LA RADIATION	MARQUES ANCIENNES		MARQUES NOUVELLES						TOTAL		TOTAL
	1901	1902	Figuratives		Verbales		ENSEMBLE		pour 1901	pour 1902	de 1894 à 1902
			1901	1902	1901	1902	1901	1902			
1. Armoiries	—	3	2	1	—	—	2	1	2	4	8
2. Indication relative à la nature ou à la destination du produit	—	—	—	—	14	20	14	20	14	20	133
3. Indication de provenance	—	—	—	—	—	5	—	5	—	5	58
4. Lettres et chiffres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Mention déceptive	—	—	3	—	1	2	4	2	4	2	18
6. Défaut d'un caractère distinctif	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	20
7. Marques libres	—	—	3	3	3	13	6	16	6	16	165
8. Cessation de commerce	—	1	1	2	2	2	3	4	3	5	17
9. Divers	—	—	2	4	2	3	4	7	4	7	12
10. Radiation demandée par le titulaire	2	4	19	12	12	18	31	30	33	34	285
11. Décision judiciaire	—	1	2	2	3	4	5	6	5	7	50
Totaux	2	9	32	24	38	67	70	91	72	100	766

Résumé des opérations concernant les marques de fabrique pour la période de 1894 à 1902

ANNÉE	Demandes d'enregistrement	Enregistrements	Demandes rejetées et retirées	Demandes en suspens à la fin de l'année	Radiations	Transmissions	Marques publiées comme marques libres
1894 (1/10—31/12)	10,781	1,496	112	9,173	5	—	—
1895	10,736	10,958	1,944	7,007	17	149	—
1896	10,882	8,881	3,552	5,456	75	217	102
1897	10,477	7,052	4,849	4,032	162	269	294
1898	10,638	6,716	3,406	4,548	133	301	160
1899	9,761	6,448	3,667	4,194	120	626	105
1900	9,727	5,581	3,813	4,527	82	788	77
1901	9,924	5,104	3,747	5,600	72	886	51
1902	11,168	5,155	4,477	7,136	100	926	68
1894 à 1902	94,094	57,391	29,567	—	766	4,162	857

Statistique des marques enregistrées de 1899 à 1902, classées par branches d'industrie

Numéro de la classe	OBJET DE CHAQUE CLASSE	1900	1901	1902	Total de 1894 à 1902	Numéro de la classe	OBJET DE CHAQUE CLASSE	1900	1901	1902	Total de 1894 à 1902
1	Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de l'horticulture, de l'élevage, de la pêche et de la chasse	10	10	13	119	6	Produits chimiques, sauf ceux indiqués sous Nos 2, 8, 11, 13, 20, 34 et 36, et produits minéraux bruts, sauf ceux indiqués sous No 37	62	35	67	555
2	Médicaments et objets de pansement pour hommes et animaux; produits pour la destruction d'animaux et de plantes; produits servant à conserver; désinfectants	392	406	365	3,601	7	Matières servant à calfeutrer et à étouper; matières isolantes; produits en amiante	34	31	19	199
3	Vêtements, sauf les fourrures (12) et les dentelles (30): a. Chapeaux et autres coiffures; modes b. Chaussures c. Bonneterie d. Divers (habits, lingerie, corsets, etc.)	23 38 6 69	22 40 9 66	12 55 21 82	168 366 234 861	8	Engrais, naturels et artificiels	11	11	7	87
4	Éclairage, chauffage, ventilation, batterie de cuisine	106	76	112	794	9	Fer, acier, cuivre et autres métaux, et objets fabriqués en ces métaux sauf ceux indiqués sous Nos 4, 17, 22, 23, 32, 33 et 35: a. Métaux, bruts ou mi-ouvrés b. Coutellerie (couteaux, fourchettes, faux, faucilles, hache-paille, haches, scies, armes blanches) et outils (limes, marteaux, enclumes, étaux, rabots, perçoirs, etc.) c. Aiguilles à coudre, épingles, aiguilles à cheveux, hameçons	13 142 33	8 123 39	19 87 27	561 2,147 699
5	Brosserie, pinceaux, peignes, éponges, objets de toilette, etc.	34	20	109	355						

Número de la classe	OBJET DE CHAQUE CLASSE	1900	1901	1902	Total de 1894 à 1902	Número de la classe	OBJET DE CHAQUE CLASSE	1900	1901	1902	Total de 1894 à 1902
	d. Fers à cheval et clous de maréchal	1	2	3	28		b. Œufs, lait, beurre, fromages, beurre artificiel, graisses et huiles alimentaires	161	80	88	1,024
	e. Objets en fonte, produits émaillés et étamés	—	—	5	46		c. Articles d'épicerie (café et ses succédanés, thé, sucre, farine, condiments, vinaigre, etc.) . . .	228	185	174	2,216
10	f. Autres objets en métal	82	59	53	855		d. Cacao, chocolat, articles de pâtisserie et de confiserie, y compris le levain et ses succédanés sous forme de poudre	235	242	200	1,690
	Véhicules (y compris les chars d'enfant et de malade et les vélocipèdes) et embarcations	58	29	41	801	27	e. Autres aliments, pour hommes et animaux, et glace naturelle et artificielle	87	51	66	507
11	Couleurs, sauf les couleurs pour artistes et les encres (32)	103	172	157	2,009		Papier, carton, articles en papier et cartonnage, matières premières pour la fabrication du papier (chiffons, vieux papier, pâte de bois, cellulose, etc.)	75	72	69	820
12	Peaux, cuirs, pelleterie	14	31	20	271	28	Photographies, lithographies; produits des autres arts de reproduction et de l'imprimerie	54	76	95	499
13	Vernis, laques, résines, colles, cirages, encaustiques, etc.	105	124	137	1,143	29	Porcelaine, poterie, verrerie, mosaïque de verre, émaux	34	23	29	415
14	Fils, ficelles, cordes de matières textiles et de métal	74	95	142	1,595	30	Articles de passementerie et de tapisserie, dentelles et tulles	38	31	44	481
15	Fibres textiles (laine, coton, lin, chanvre, jute, etc.) et produits pour matelassier (crin animal et végétal, édredon, etc.)	2	3	3	41	31	Articles de sellerie et de gainerie, ouvrages en cuir non indiqués, albums, etc.	15	12	12	177
16	Boissons:					32	Fournitures de bureau, articles pour la peinture et le dessin, y compris les encres, les couleurs, les registres et le matériel scolaire . .	128	118	112	1,432
	a. Bière	129	126	81	1,992	33	Armes à feu et projectiles	8	17	11	138
	b. Vins et spiritueux	387	351	318	5,782	34	Savons, articles pour nettoyer et polir, parfumerie	425	388	307	3,837
	c. Eaux minérales et gazeuses, y compris les eaux et les sels pour bains	87	67	69	799	35	Jeux et jouets	33	36	43	248
17	Orfèvrerie en or, argent et imitation, objets en métal anglais, en nickel et en aluminium	62	39	29	724	36	Explosifs, matières inflammables, artifices	31	28	57	755
18	Caoutchouc et gutta-percha: matières premières et objets fabriqués . .	23	46	53	296	37	Pierres, naturelles et artificielles, et autres matériaux de construction (ciment, plâtre, chaux, asphalte, goudron, poix, nattes de roseau, carton bitumé pour toitures) . .	77	77	51	508
19	Articles de voyage (malles, valises, cannes, parapluies, etc.)	11	16	17	101	38	Tabacs (cigares, cigarettes; tabac à fumer, à chiquer et à priser) . .	636	489	615	5,425
20	Matériel de chauffage, d'éclairage et de graissage:					39	Tapis de pied et de table, couvertures de lit, rideaux, stores, portières	17	13	14	132
	a. Charbons, tourbe, bois, allume-feu	20	18	33	244	40	Montres et pendules	17	28	15	245
	b. Graisses et huiles, à l'exception des huiles alimentaires (26 b), lubrifiants	95	72	73	793	41	Tissus, y compris les rubans:				
	c. Bougies, veilleuses, mèches de lampe	13	12	4	430		a. Velours et peluches	2	1	1	44
21	Objets tournés ou sculptés en bois, liège, corne, écaille, ivoire, écume de mer, celluloïde, etc.	48	27	16	238		b. Toile de lin, demi-toile et autres tissus pour lingerie	2	—	10	73
22	Instruments et appareils, sauf les instruments de musique (25) et les montres (40):						c. Autres tissus (soie, laine, coton, etc.)	42	34	42	885
	a. Instruments pour chirurgiens et dentistes; appareils orthopédiques, pour la désinfection, etc.	34	33	36	269	42	Marques collectives. On réunit sous cette rubrique les marques destinées à être apposées sur un grand nombre de produits différents, et en particulier celles des maisons d'exportation et de commission .	256	232	279	1,809
	b. Appareils de physique et de chimie; appareils optiques, nautiques, de géodésie; mesures, balances, appareils de contrôle; appareils photographiques, etc. .	88	97	83	569		Totaux	5,581	5,104	5,155	57,391
23	Machines, parties de machines, outils: ustensiles de cuisine et de ménage	306	286	253	2,203						
24	Mobilier	29	20	20	127						
25	Instruments de musique	137	120	85	959						
26	Aliments et boissons, sauf les boissons indiquées sous N° 16:										
	a. Viandes, extraits de viande, conserves, y compris celles de fruits	99	130	95	970						

V. BREVETS DÉLIVRÉS, MODÈLES D'UTILITÉ DÉPOSÉS ET MARQUES ENREGISTRÉES, RANGÉS PAR PAYS D'ORIGINE

PAYS	BREVETS DÉLIVRÉS				MODELES D'UTILITÉ DÉPOSÉS				MARQUES ENREGISTRÉES			
	1900	1901	1902	1877 à 1902	1900	1901	1902	1891 à 1902	1900	1901	1902	1894 à 1902
Allemagne	5,540	6,609	6,697	92,189	20,309	23,002	26,317	200,259	5,241	4,734	4,835	51,873
Autriche-Hongrie	417	506	372		374	378	—	4,228	57	63	—	843
Autriche	—	406	418		—	321	334	—	—	54	59	—
Hongrie	—	100	104		—	57	45	—	—	9	4	—
Belgique	121	123	135		19	25	28	353	16	11	8	140
Bulgarie	—	—	1		1	1	—	3	—	—	—	—
Danemark	78	84	100		11	9	3	114	3	1	3	35
Espagne	4	12	10		3	3	1	33	—	—	—	—
France et colonies	502	635	596		50	68	60	713	46	57	52	1,414
Grande-Bretagne, Irlande et colonies:												
Angleterre et Pays de Galles	646	690	691		117	134	233	1,817	58	67	74	1,447
Ecosse	31	29	40		4	7	5	94	1	1	1	121
Irlande	14	8	11		2	2	6	31	1	1	—	16
Afrique orientale	1	1	—		—	—	—	—	—	—	—	—
Australie occidentale	1	3	2		—	—	—	—	—	—	—	—
Australie méridionale	4	4	2		—	—	—	3	—	—	—	2
Nouvelle-Galles du Sud	6	7	12		1	—	—	5	1	—	—	1
Nouvelle-Zélande	8	9	9		1	1	7	16	—	—	—	—
Queensland	—	3	3		—	—	1	2	—	—	—	—
Tasmanie	—	—	—		1	1	—	4	—	—	—	—
Victoria	14	9	13		4	2	2	15	—	—	—	2
Canada	16	31	32		11	7	5	176	—	—	—	—
Cap de Bonne-Espérance	1	—	—		—	—	1	8	—	—	—	—
Indes	2	2	3		1	—	—	2	1	—	—	5
Indes occidentales	1	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—
Jamaïque	—	—	—		—	—	—	2	—	—	—	—
Natal	—	—	—		1	—	—	1	—	—	—	—
Terre-Neuve	—	—	—		—	—	—	1	—	—	—	—
Transvaal	1	2	1		—	2	—	3	—	—	—	—
Trinité	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	3
Grèce	1	—	2		—	—	—	—	—	—	—	2
Italie	57	69	68		26	12	19	214	—	2	2	20
Luxembourg	2	1	6		8	12	3	47	2	1	—	35
Montenegro	—	—	—		—	—	—	1	—	—	—	—
Pays-Bas	30	41	43		14	7	15	170	8	15	5	139
Indes néerlandaises	1	1	4		—	—	—	2	—	—	—	1
Portugal	—	—	—		—	1	2	4	—	—	—	—
Roumanie	4	7	5		1	2	3	15	—	—	—	1
Russie	118	123	123		47	48	31	358	2	1	2	21
Serbie	—	1	—		—	—	—	—	—	—	—	3
Suède et Norvège	110	147	138		18	14	19	158	12	2	3	186
Suisse	187	230	220		195	215	205	1,948	37	40	34	337
Turquie et Asie mineure	2	4	5		9	1	1	24	—	—	—	—
Égypte	1	5	4		1	—	—	5	—	—	8	8
Amérique: Argentine, République	5	4	8		—	—	—	9	—	—	—	—
Bolivie	—	—	1		—	—	—	—	—	—	—	—
Brésil	—	2	3		—	2	2	17	—	—	1	4
Chili	1	1	—		—	1	—	3	—	—	—	—
Colombie	—	—	—		—	—	—	4	—	—	—	—
États-Unis	854	1,094	1,097		200	122	133	2,738	37	65	45	401
Guatemala	1	1	—		—	—	—	2	—	—	—	—
Mexique	—	2	1		—	1	1	5	—	—	—	—
Nicaragua	—	—	—		—	1	—	1	—	—	—	—
Pérou	1	1	—		—	—	—	—	—	—	—	—
Uruguay	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—
Venezuela	—	—	—		—	—	—	1	—	—	—	—
Asie: Chine	—	3	2		1	—	—	2	58	42	19	316
Japon	—	—	—		—	—	—	1	—	1	—	15
Perse	—	—	—		—	—	—	1	—	—	—	—
Afrique: Possessions allemandes	—	—	—		2	1	—	5	—	—	—	—
Australie	—	4	—		—	—	—	—	—	—	—	—
Hawaï et Îles Sandwich	1	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—
Étranger, en bloc	—	—	—	46,903	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	8,784	10,508	10,610	139,092	21,432	24,082	27,483	213,619	5,581	5,104	5,155	57,391

Les chiffres correspondant aux divers pays ne peuvent être indiqués, vu l'absence de données statistiques pour les premières années

VI. RECETTES ET DÉPENSES DU BUREAU DES BREVETS

Recettes de 1877 à 1902

OBJET	1900	1901	1902	1877 à 1902
	Marks	Marks	Marks	Marks
<i>A. Brevets :</i>				
Taxes de dépôt	436,050	496,545	545,865.—	6,708,165.—
» de recours	34,500	38,100	40,019.—	938,919.—
» annuelles	3,819,745	4,262,962	4,554,707.—	49,427,594.—
» de retard	21,470	25,800	27,330.—	205,520.—
» pour la procédure en annulation et en révo- cation	4,600	4,400	5,600.—	52,550.—
<i>B. Modèles d'utilité :</i>				
Taxes de dépôt	280,448	315,984	363,093.—	2,923,320.—
» de prolongation	178,650	178,035	171,300.—	1,230,945.—
<i>C. Marques :</i>				
Taxes de dépôt	210,820	217,070	240,205.—	1,940,254.—
» de recours	14,920	15,140	18,420.—	115,920.—
» de renouvellement	—	—	30.—	30.—
<i>D. Divers</i>	15,080	11,503	14,438.91	77,616.98
1877 à 1901	5,016,283	5,565,539	5,981,007.91	63,620,833.98

Dépenses de 1900 à 1902

OBJET	1900	1901	1902
	Marks	Marks	Marks
Traitements du président et des membres du Bureau des brevets	523,840.28	586,202.23	647,148.05
Traitements des auxiliaires techniciens à poste fixe	156,163.34	167,700.—	176,866.67
Traitements des employés de bureau, de chancellerie et des subalternes à poste fixe	574,220.83	613,421.26	656,396.12
Indemnités de logement	224,849.34	242,736.04	260,828.50
Travaux supplémentaires	399,573.78	477,345.87	614,119.29
Rémunérations extraordinaires et secours à des employés subalternes (jusqu'au 31 mars 1900)	275.—	—	—
Frais de voyages, indemnités de route, vacations, etc.	272,885.19	297,138.82	354,310.77
Publications	200,656.33	156,439.60	328,934.50
Entretien des bâtiments	15,071.09	7,068.97	7,966.26
Totaux	2,367,535.18	2,548,052.79	3,046,570.16